

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 3700/DEF/EMAA/B/EMP/SF

relative à la pratique du parachutisme sportif militaire dans l'armée de l'air.

Du 12 septembre 1997

ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE L'AIR : *bureau emploi.*

INSTRUCTION N° 3700/DEF/EMAA/B/EMP/SF relative à la pratique du parachutisme sportif militaire dans l'armée de l'air.

Du 12 septembre 1997

NOR D E F L 9 7 5 7 2 0 9 J

Référence :

Annexe IV.

Pièce(s) Jointe(s) :

Quatre annexes et un appendice.

Texte abrogé :

Circulaire n° 3700/DEF/EMAA/3/OPS/DPS du 14 août 1992 (n.i. BO).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 683.6.3.

Référence de publication : BOC, 1998, p. 455.

SOMMAIRE

Préambule.

CHAPITRE PREMIER. ORGANISATION GÉNÉRALE DU PARACHUTISME SPORTIF MILITAIRE DANS L'ARMÉE DE L'AIR.

1. PRATIQUE DU PARACHUTISME SPORTIF MILITAIRE PAR LE PERSONNEL DE L'ARMÉE DE L'AIR.

2. RÔLE ET ORGANISATION DES SECTIONS AIR DE PARACHUTISME SPORTIF.

2.1. Définition.

2.2. Encadrement des SAPS.

2.2.1. Officier directeur.

2.2.2. Adjoints.

2.3. Membres des SAPS.

2.3.1. Personnel de l'armée de l'air.

2.3.2. Cas particuliers.

2.4. Conditions d'appartenance et position du personnel.

- 2.4.1. Conditions d'inscription.
- 2.4.2. Carte de parachutisme sportif militaire.
- 2.4.3. Position de service, ordre de mission.
- 2.4.4. Fonds de prévoyance de l'aéronautique.
- 2.4.5. Indemnité journalière de service aéronautique.
- 2.4.6. Transport des militaires se rendant à une séance de sauts.
- 2.4.7. Dispositions générales.

3. CRÉATION ET DISSOLUTION DES SECTIONS AIR DE PARACHUTISME SPORTIF.

- 3.1. Conditions générales de création.
- 3.2. Dissolution des SAPS.

4. EQUIPEMENT.

- 4.1. Matériel commissariat.
- 4.2. Matériel technique.
- 4.3. Documents à détenir par les SAPS.

5. CONTRÔLE ET ÉVALUATION.

CHAPITRE 2. ACTIVITÉ AÉRIENNE.

1. MODES DE FONCTIONNEMENT DES SAPS.

2. ACTIVITÉ AÉRIENNE AU SEIN DES CENTRES ÉCOLES CIVILS.

- 2.1. Dispositions générales.
- 2.2. Organisation des stages et des séances de sauts.
 - 2.2.1. Ordre d'opérations.
 - 2.2.2. Déroulement du stage.
- 2.3. Stages organisés par la fédération française de parachutisme.
- 2.4. Compétitions civiles.

3. AACTIVITÉ AÉRIENNE AU COURS DE SÉANCES MILITAIRES.

- 3.1. Dispositions générales.
- 3.2. Organisation des stages et des séances de sauts.
 - 3.2.1. Ordre d'opérations.

3.2.2. Déroulement du stage.

4. SÉCURITÉ DES VOLS.

4.1. Activités maximales autorisées.

4.2. Autorisation de travail aérien.

4.3. Vol relatif.

4.4. Voile contact.

4.5. Procédures en cas d'incident ou d'accident.

5. CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ AÉRIENNE.

5.1. Cahier d'ordres.

5.2. Registre-journal des services aériens (RJSAé).

5.3. Carnet individuel des services aériens.

5.4. Comptes rendus trimestriels et annuels d'activité.

6. BREVETS ET CERTIFICATS.

6.1. Brevet militaire de sports aériens spécialité « parachutiste » (BMSA).

6.2. Brevets et licence civils de parachutisme sportif.

6.3. Certificats militaires de parachutisme sportif (CMPS).

CHAPITRE 3. MATÉRIEL. TECHNIQUE.

1. LE MATÉRIEL.

2. PLANS D'ÉQUIPEMENT.

3. DOCUMENTATION TECHNIQUE.

4. MAINTENANCE TECHNIQUE.

4.1. Niveau technique d'intervention n° 1 (NTI 1).

4.1.1. Contrôle.

4.1.2. Pliage.

4.1.3. Entretien.

4.2. Niveau technique d'intervention n° 2 (NTI 2).

4.3. Niveau technique d'intervention n° 3 (NTI 3).

5. EQUIPES REPRÉSENTATIVES.

CHAPITRE 4. RÔLE DU CONSEILLER TECHNIQUE NATIONAL.

CHAPITRE 5. RÔLE DU CONSEILLER TECHNIQUE RÉGIONAL.

CHAPITRE 6. RÔLE DU BUREAU MILITAIRE DU SERVICE DE LA FORMATION AÉRONAUTIQUE ET DU CONTRÔLE TECHNIQUE.

1. CRÉATION ET DISSOLUTION DES SECTIONS.

2. FONCTIONNEMENT DES SECTIONS.

3. CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ.

4. CONTRÔLE DES SECTIONS.

CHAPITRE 7. TEXTE ABROGÉ.

ANNEXE(S)

ANNEXE I.

ANNEXE II.

ANNEXE III.

ANNEXE IV. RÉFÉRENCES.

Préambule.

Le parachutisme est pratiqué dans l'armée de l'air au sein de structures qui ont chacune leurs buts et leurs règles propres :

- le parachutisme d'essai et d'expérimentation militaire ;
- le parachutisme opérationnel militaire ;
- le parachutisme sportif militaire.

Si les objectifs sont différents, les techniques sont semblables et les pratiques complémentaires.

Chaque structure développe et entretient des capacités nécessaires à l'armée de l'air pour l'accomplissement des missions qui lui sont confiées. La synergie entre ces activités permet d'obtenir les meilleures capacités opérationnelles au meilleur coût.

Sport militaire et discipline aéronautique, le parachutisme cultive le courage, la volonté, l'esprit de décision et le sang-froid, qualités de base des militaires.

Il développe, en outre, l'esprit aéronautique et participe ainsi à une meilleure cohésion au sein du personnel de l'armée de l'air.

Sa pratique réclame le strict respect des règlements et des règles de sécurité.

CHAPITRE PREMIER.

ORGANISATION GÉNÉRALE DU PARACHUTISME SPORTIF MILITAIRE DANS L'ARMÉE DE

L'AIR.

1. PRATIQUE DU PARACHUTISME SPORTIF MILITAIRE PAR LE PERSONNEL DE L'ARMÉE DE L'AIR.

Le parachutisme sportif est pratiqué dans l'armée de l'air par les membres des sections air de parachutisme sportif (*SAPS*) des bases aériennes.

Leur activité aérienne s'effectue :

- à l'occasion de stages ou séances organisés par les régions aériennes au sein des centres écoles de parachutisme agréés par la fédération française de parachutisme (*FFP*) et liés par convention avec l'armée de l'air ;
- à l'occasion de stages ou séances militaires organisés par l'état-major de l'armée de l'air (*EMAA*), le commandement des fusiliers commandos de l'air (*CFCA*), les régions aériennes (*RA*) ou les bases aériennes par délégation et sous le contrôle de leur commandement régional.

Activité militaire et aéronautique, le parachutisme sportif militaire est soumis aux règlements en vigueur dans l'armée de l'air. Son organisation générale, liée à la structure hiérarchique de l'armée de l'air, est rappelée en annexe I.

2. RÔLE ET ORGANISATION DES SECTIONS AIR DE PARACHUTISME SPORTIF.

2.1. Définition.

Les sections air de parachutisme sportif (*SAPS*) sont des organismes de l'armée de l'air, propres aux bases aériennes, qui ont pour mission d'assurer l'instruction et d'encadrer la pratique du parachutisme sportif au profit de ses membres, personnel militaire de l'armée de l'air, de toute spécialité, apte et volontaire.

Dans le cadre de l'instruction n° 32301/DEF/C/22 (réf. 6) relative à la situation des militaires pratiquant une activité sportive, les *SAPS* sont des unités militaires de l'armée de l'air.

2.2. Encadrement des SAPS.

La *SAPS* est subordonnée au commandant de base et relève du chef des moyens opérationnels ⁽¹⁾.

2.2.1. Officier directeur.

Désigné par le commandant de la base aérienne, un officier possédant les connaissances aériennes nécessaires assure la direction de la *SAPS* de la base.

Il est souhaitable qu'il appartienne au corps des officiers de l'air, qu'il soit titulaire du brevet militaire de sports aériens (*BMSA*) spécialité « parachutisme » et d'une des qualifications suivantes :

- certificat militaire de parachutisme sportif (*CMPS*) instructeur-instructeur adjoint ;
- *CMPS* 2e degré, 3e degré ;
- instructeur troupes aéroportées (*TAP*).

A défaut, une de ces qualifications doit obligatoirement être détenue par le directeur adjoint.

Il doit avoir suivi le stage de formation des directeurs des *SAPS* organisé annuellement par l'*EMAA*.

Le directeur de la *SAPS* est responsable :

- de l'établissement de la note d'organisation et de sa tenue à jour ;
- du bon fonctionnement de la *SAPS* ;
- du suivi du personnel inscrit à la section, des aptitudes médicales et de la discipline ;
- de la surveillance de l'instruction ;
- de la gestion des matériels techniques et des matériels commissariat qu'il détient au titre de détenteur usager ;
- de la surveillance technique et administrative de la section au niveau commandant d'unité ;
- de la tenue du registre-journal des services aériens (RJSAé) et de l'authentification des carnets individuels des services aériens.

2.2.2. *Adjoints.*

L'officier directeur est assisté d'un directeur adjoint, officier ou sous-officier détenant l'une des qualifications parachutistes exigées pour la fonction d'officier directeur, et faisant preuve d'une activité parachutiste régulière.

Il est également assisté d'adjoints spécialisés dans le domaine de l'administration, du matériel et de la sécurité.

Leurs attributions sont définies dans la note d'organisation de la *SAPS*.

2.3. Membres des SAPS.

2.3.1. *Personnel de l'armée de l'air.*

Les militaires en activité de service ou congé du personnel navigant.

Les réservistes sélectionnés titulaires d'un engagement spécial dans l'armée de l'air.

2.3.2. *Cas particuliers.*

A) Les militaires de l'armée de l'air appartenant à une base aérienne sans *SAPS* ou effectuant un stage longue durée, peuvent s'inscrire à la *SAPS* d'une autre base sous réserve :

- d'obtenir l'autorisation des commandants de leur base aérienne d'affectation et de celle dont dépend la *SAPS* ;
- d'être titulaire, pour chaque stage ou séance, d'un ordre de mission signé de leur propre chef de corps.

B) Les militaires des autres armées ou services affectés sur une base aérienne peuvent être membre de la *SAPS* de cette base sous réserve :

- d'obtenir l'autorisation de leur état-major et du commandant de la base aérienne dont dépend la section ;
- d'être titulaire, pour chaque stage ou séance, d'un ordre de mission signé de leur propre chef de corps.

La couverture financière éventuelle de leur activité au sein des centres écoles civils doit être assurée par leur état-major.

C) Les élèves du second cycle et des classes préparatoires de l'école des pupilles de l'air (*EPA*), bien que non militaires, peuvent pratiquer le parachutisme sportif dans le cadre de la présente instruction (réf. 20). Ils doivent être titulaires de la licence-assurance de la *FFP* couvrant leur responsabilité civile et leur risque individuel.

2.4. Conditions d'appartenance et position du personnel.

2.4.1. Conditions d'inscription.

Tout membre d'une *SAPS* doit satisfaire aux normes médicales d'aptitude définies par l'instruction n° 4000/DEF/DPMAA/4/INST (réf. 7).

Les demandes d'inscription individuelles et manuscrites adressées au commandant de la base aérienne ou de l'école pour décision doivent être accompagnées :

- du certificat médical d'aptitude délivré par un médecin d'active de l'armée de l'air ;
- de l'autorisation du représentant légal pour les mineurs non émancipés de l'*EPA* et de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air (*EETAA*).

2.4.2. Carte de parachutisme sportif militaire.

Obligatoire pour pratiquer le parachutisme sportif dans l'armée de l'air (modèle en annexe II), cette carte est délivrée par le commandant de base de la *SAPS* ; elle atteste des qualifications du titulaire. Sa durée de validité est celle de l'aptitude médicale de l'intéressé.

A l'expiration, la validité est reconduite sur présentation du certificat médical d'aptitude, délivré par un médecin d'active de l'armée de l'air.

Cette reconduction est signée par le directeur de la *SAPS* par délégation du commandant de base.

2.4.3. Position de service, ordre de mission.

Pour chaque stage ou séance de sauts, un ordre de mission est établi pour les participants de la *SAPS*. Cet ordre de mission est celui prévu par les instruction n° 6622/EMA/LOG/BTMAS (réf. 3) et n° 120/EMA/LOG/BTMAS (réf. 4). Il est signé par le chef de corps (ou son représentant) de l'intéressé ; il peut être individuel ou collectif.

L'ordre de mission délivré aux membres des *SAPS* a pour but d'assurer une couverture légale en matière de risque personnel et de responsabilité civile. Sauf dispositions particulières prises par l'autorité militaire dans certains cas précis, il n'ouvre droit à aucune indemnité pour frais de déplacement.

Les parachutistes militaires des *SAPS*, munis d'un ordre de mission, sont en service au cours des diverses activités, tant au sol qu'en sol, prévues lors des stages et séances de sauts définies au paragraphe 1.

Dans ce cadre, lors des vols et des sauts à partir d'avions militaires ou civils, ils sont considérés « en service aérien » et, de ce fait, peuvent prétendre aux bonifications prévues par l'instruction n° 1150/DEF/EMAA/BORH/LA/LEG (réf. 14) relative aux bonifications pour services aériens commandés prévues par le code des pensions civiles et militaires de retraite.

2.4.4. Fonds de prévoyance de l'aéronautique.

Les risques encourus par les militaires membres des *SAPS* sont couverts dans les conditions prévues par le décret n° 77-1448 (réf. 1) relatif au fonds de prévoyance de l'aéronautique.

2.4.5. Indemnité journalière de service aéronautique.

Le personnel d'une *SAPS* qui ne perçoit pas, par ailleurs, d'indemnité pour services aériens au taux n° 1 ou n° 2, bénéficie à l'occasion des vols et des sauts de l'indemnité journalière de service aéronautique au taux réduit.

Conformément aux dispositions de l'article 95 de l'instruction n° 6000/A/DCCA/1/2 (réf. 5) sur la rémunération du personnel militaire de l'armée de l'air, cette indemnité permet l'affiliation au fonds de prévoyance de l'aéronautique. Elle est virée directement à ce fonds par l'administration centrale (aucun décompte par l'unité).

2.4.6. Transport des militaires se rendant à une séance de sauts.

L'ordre de mission prévu au paragraphe 2.4.3 place les parachutistes en service au cours des séances de sauts et des déplacements directement liés à ces activités.

Lorsqu'un véhicule militaire est utilisé pour leur transport vers ou en provenance du lieu d'activité, un ordre de mission est établi pour le véhicule. Les noms de tous les militaires transportés doivent y être mentionnés.

Les personnels peuvent utiliser leur véhicule personnel dans les conditions fixées par l'instruction n° 2000/DEF/EMA/EMP/BTMS (réf. 10). Il est important de noter que ce texte exige la souscription d'une assurance pour les véhicules couvrant des risques « trafic administratif, travail ». Il est précisé que, sauf ordre particulier, l'utilisation de ce moyen de transport n'ouvre droit à aucune indemnité ou remboursement de frais.

2.4.7. Dispositions générales.

Le personnel des *SAPS* ne peut, du seul fait des fonctions qu'il exerce dans le cadre de l'activité de la section, être classé dans le personnel navigant ou les fusiliers commandos, ni prétendre à l'indemnité pour services aériens quels que soient les brevets ou la qualification détenus.

3. CRÉATION ET DISSOLUTION DES SECTIONS AIR DE PARACHUTISME SPORTIF.

3.1. Conditions générales de création.

Les *SAPS* sont créées lorsqu'il est possible de réunir un minimum de dix participants actifs.

La création d'une *SAPS* n'ouvre pas droit à un supplément d'effectifs au profit de la base aérienne.

La demande de création émanant du commandant de la base aérienne et comportant les avis de l'officier régional du service de la formation aéronautique et de contrôle technique (*SFACT*) et du conseiller technique régional (*CTR*) est adressée au commandant de région aérienne.

Le commandant de la région aérienne notifie à la base aérienne concernée l'autorisation de création.

Dès notification de cette autorisation, le commandant de base désigne l'officier directeur de la *SAPS* qui élabore la note d'organisation.

L'activité de la *SAPS* ne pourra débuter que si son directeur a effectué le stage de formation prévu par l'*EMAA*.

3.2. Dissolution des SAPS.

Une *SAPS* peut être dissoute en cas :

- d'encadrement insuffisant ;
- d'effectif insuffisant ;
- d'activité insuffisante.

La dissolution est prononcée par le commandant de base. Le procès-verbal de dissolution est adressé au commandant de région aérienne avec copie à l'EMAA.

4. EQUIPEMENT.

Les *SAPS* disposent sur leur base de locaux adaptés à leurs activités. Elles sont dotées de matériels nécessaires à leur bon fonctionnement.

L'officier directeur en est le détenteur usager.

4.1. Matériel commissariat.

Les *SAPS* peuvent être équipées de matériels de bureau et d'équipements spécifiques (bottes, casques, lunettes, combinaisons, ...) en fonction de leurs effectifs et de leurs besoins réels.

La réalisation de ces équipements peut être soit effectuée directement par la base aérienne, soit faire l'objet d'une demande à l'état-major de la *RA*.

4.2. Matériel technique.

Les *SAPS* sont équipées de matériels techniques selon leurs besoins : tables de pliage, portiques de vérification, armoires de rangement, ensembles d'instruction...).

Les équipements de sauts (parachutes, dispositifs de sécurité...) sont mis en place par la *RA* auprès des *SAPS* qui disposent des moyens nécessaires (locaux, matériels, personnels) pour en assurer le suivi et l'entretien technique de premier niveau (*NTI 1*) réglementaires.

Le *CTR* est chargé de la répartition des équipements existant dans la *RA* entre les différentes *SAPS* en fonction des besoins ; les mouvements sont ordonnés par la direction technique régionale (*DTR*). Il veille en liaison avec les services compétents, au bon déroulement des opérations de suivi et d'entretien de ce matériel.

Ce matériel commun est de gestion *MDA* (matériel à distribution automatisée) non doté ; le commandant de l'escadron de ravitaillement technique (*ERT*) en est détenteur dépositaire, le directeur de la *SAPS* détenteur usager.

Les parachutes mis en place dans les *SAPS* sont utilisés par les membres des sections lors des activités suivantes :

- stages ou séances de sauts organisés par une autorité militaire ;
- stages d'entraînement, compétitions civiles et toute manifestation aéronautique pour lesquelles les parachutistes sont désignés par une autorité militaire pour représenter l'armée de l'air.

Il n'y a pas d'affectation individuelle du matériel de saut. Pour chaque activité, celui-ci est pris en compte réglementairement par l'utilisateur auprès et sous la responsabilité de l'officier directeur.

Le vieillissement du matériel doit faire l'objet d'un état semestriel adressé au *CTR* et à la *DTR* afin de prévoir les réparations et le renouvellement.

Tout mouvement vers le niveau technique d'intervention n° 2 (*NTI 2*) ou n° 3 (*NTI 3*) doit se conformer au circuit logistique défini par la circulaire technique n° 35/FF (réf. 19).

4.3. Documents à détenir par les *SAPS*.

Les officiers directeurs des *SAPS* doivent être détenteurs des documents ci-après :

- la présente instruction et ses références ;
- la note d'organisation de la section ;
- l'ensemble des documents précisés dans le répertoire des références ;
- le modèle 69 de prise en compte des matériels commissariat ;
- le modèle 69 de prise en compte des matériels techniques ;
- le modèle 69 de prise en compte des matériels de sauts ;
- un cahier d'ordres ;
- un RJSAé ;
- la méthode d'enseignement de la progression française de parachutisme éditée par la *FFP* ;
- les règles de sécurité éditées par la *FFP* remises à jour périodiquement ;
- les notices techniques relatives aux parachutes en service à la *SAPS*.

5. CONTRÔLE ET ÉVALUATION.

Organismes de l'armée de l'air, les *SAPS* sont des unités à part entière et, à ce titre, soumises à :

- la surveillance de la fonction technique conformément à la circulaire n° 19/DEF/EMAA/4/MAT/EM (réf. 16) ;
- la surveillance de la fonction commissariat conformément à l'instruction n° 31512-22/DEF/DCCA/OP/1 (réf. 13).

Cette surveillance doit être assurée par :

- le commandant de base qui délègue ses responsabilités au chef des moyens techniques et au commissaire de base chacun en ce qui le concerne ;
- le chef des moyens opérationnels en tant que détenteur dépositaire des matériels techniques et commissariat de la section ;
- le directeur de la section en tant que commandant d'unité et détenteur usager.

De la même manière, conformément :

- à l'instruction n° 2000/DEF/EMAA/4/EM (réf. 9), il appartient aux directions techniques régionales d'exercer la surveillance technique des *SAPS* au même titre que les autres unités ou organismes de la base aérienne ;
- à l'instruction n° 31512-22/DEF/DCCA/OP/1 (réf. 13), il appartient aux directions du commissariat en région aérienne d'exercer la surveillance des matériels commissariat de ces unités.

Le contrôle et l'évaluation des *SAPS* sont effectués à la diligence des *RA* qui en définissent la fréquence et les modalités.

Chaque région désigne un conseiller technique régional de parachutisme (*CTR*) parmi les officiers les plus compétents. Cet officier est chargé d'évaluer les *SAPS* selon les directives du commandant de région aérienne,

en liaison avec l'officier du *SFACT*.

En outre, les régions aériennes peuvent faire appel, pour des contrôles particuliers, à la compétence du conseiller technique de parachutisme auprès de l'*EMAA* (*CTN*).

CHAPITRE 2. ACTIVITÉ AÉRIENNE.

1. MODES DE FONCTIONNEMENT DES SAPS.

Sur la base et sous l'autorité du directeur, la *SAPS* assure régulièrement l'instruction au sol de ses membres (réglementation, matériel, préparation physique...).

L'activité aérienne des *SAPS* s'effectue :

- soit au cours de stages ou séances de sauts effectués au sein de centres écoles civils ;
- soit au cours de stages ou séances militaires.

2. ACTIVITÉ AÉRIENNE AU SEIN DES CENTRES ÉCOLES CIVILS.

2.1. Dispositions générales.

L'armée de l'air confie la formation de son personnel au parachutisme sportif à la fédération française de parachutisme ; ceci fait l'objet d'un protocole d'accord entre l'*EMAA* et la *FFP* (réf. 22).

L'activité aérienne des *SAPS* au sein des centres écoles de parachutisme agréés par la *FFP* s'effectue dans le cadre de conventions particulières passées entre le centre et la région aérienne. L'activité est réalisée au cours de stages ordonnés par la région qui en confie l'organisation, le support et la conduite à une base aérienne et sa *SAPS*.

L'instruction au sol et en vol est conduite, selon la réglementation nationale, sous l'autorité et la responsabilité technique du centre école qui s'est engagé à respecter une charte « qualité-sécurité » annexée à la convention.

La *FFP*, sous tutelle du ministère de la jeunesse et des sports, est garante de la méthode d'instruction et assure la délivrance des brevets et qualifications civils.

Ces derniers sont reconnus et repris par l'armée de l'air pour la délivrance du brevet et des certificats militaires nécessaires à la pratique du parachutisme sportif au sein des armées.

La délivrance du brevet et des certificats militaires se fait après confirmation par un instructeur qualifié de l'armée de l'air, tant au sol qu'en vol, du niveau atteint par les intéressés.

Les certificats militaires sont inscrits sur la carte de parachutisme sportif militaire.

La pratique est conforme aux règlements édictés par la *FFP* et les pouvoirs publics ; ces règlements sont complétés par des dispositions particulières propres à l'armée de l'air qui font l'objet de l'instruction n° IV-28 (réf. 8).

Tout stage dispose d'un encadrement militaire chargé de l'organisation générale et responsable du respect de la réglementation, de la discipline et des règles de sécurité. L'ordre de mission du personnel chargé de l'encadrement, établi selon la réglementation en vigueur dans l'armée de l'air, précise leurs fonctions.

Chaque stage fait l'objet d'un ordre d'opérations établi par la région aérienne et d'un contrôle par une autorité compétente de l'armée de l'air.

Une partie des sauts effectués par les militaires de l'armée de l'air est prise en charge selon les possibilités du budget annuel alloué. La facture correspondante du centre école, établie selon les termes de la convention, authentifiée par l'officier directeur du stage, est adressée pour liquidation à la direction du commissariat en région ou tout autre organisme désigné et compétent.

Les frais complémentaires à caractère personnel (licence fédérale, carte centre, location des matériels, frais pédagogiques, sauts hors quota) sont à la charge des intéressés.

2.2. Organisation des stages et des séances de sauts.

2.2.1. *Ordre d'opérations.*

Etabli un mois avant le début du stage par la région aérienne, l'ordre d'opérations, se référant à la présente instruction, est adressé à toutes les unités concernées ; il précise :

- Le lieu et les dates du stage (en général du samedi au dimanche de la semaine suivante).
- La désignation de la base aérienne chargée de l'organisation du support et de la conduite du stage.

Le personnel désigné pour l'encadrement :

- un officier directeur de stage (si possible un directeur de *SAPS*, ou un officier qualifié) ;
- deux sous-officiers compétents chargés de l'administration, des ordres de sauts, du matériel et de la sécurité.

Cette équipe d'encadrement volontairement limitée n'a pas vocation à s'entraîner mais à veiller en permanence au bon déroulement du stage.

Elle doit avoir une activité aérienne limitée orientée vers la surveillance tant au sol qu'en vol.

Elle peut être aidée, en tant que de besoin, par tout stagiaire titulaire d'une qualification particulière (instructeur, initiateur, plieur réserve...).

Les directives techniques et administratives (regroupement et transport des matériels de saut, ordres de mission, régime administratif).

La liste des stagiaires comportant leur niveau et les disciplines pratiquées.

Le nombre de stagiaires est fonction des capacités du centre et doit permettre une activité individuelle régulière et une surveillance permanente de l'encadrement.

Le quota de sauts alloué aux parachutistes.

Le directeur de chaque *SAPS* délivre aux parachutistes de la section, désignés pour un stage, une fiche individuelle de renseignements précisant les numéro et date de la carte de parachutiste de l'armée de l'air, la date de la visite médicale, les numéro et date de licence, des brevets et certificats militaires de parachutisme.

Dans la mesure de ses possibilités, il leur fait prendre en compte un ensemble de sauts correspondant à l'activité prévue.

2.2.2. *Déroulement du stage.*

2.2.2.1. *Rôle de l'officier directeur du stage.*

Il est responsable de l'organisation et du déroulement du stage et en particulier :

- veille au regroupement des ensembles parachutes et à la mise en place d'un lot de fournitures de rechange en liaison avec le *CTR*, les officiers directeurs des *SAPS* et éventuellement les responsables des équipes représentatives ;
- s'assure du parfait état des parachutes « école » dont le centre équipe les débutants ;
- s'assure de la disponibilité et de la prise en compte par chaque stagiaire d'un ensemble de sauts correspondant à son activité ;
- est présent en permanence sur les lieux, contrôle le bon déroulement de l'activité, s'assure de la régularité des opérations techniques et administratives et porte une attention toute particulière à la sécurité (respect des consignes, comportement et capacités techniques des stagiaires, conditions physique...) ;
- est responsable de l'ordre, de la discipline et de la sécurité générale. Il sanctionne tout manquement ;
- authentifie la facture originale du centre école ;
- rédige le compte rendu et l'adresse à la région aérienne dans les cinq jours qui suivent la fin du stage.

2.2.2.2. Rôle des adjoints techniques.

Sous les ordres de l'officier directeur, selon leurs compétence et attributions, ils assurent :

- la tenue du cahier d'ordres et des documents de suivi administratif et technique ;
- le contrôle des parachutes et des matériels de sécurité aussi bien militaires que civils (documentation, validité de visite périodique, réserve...) ;
- la vérification des pliage ;
- l'instruction des stagiaires en matière de réglementation et de sécurité ;
- l'exécution des travaux divers nécessaires au bon déroulement du stage.

2.2.2.3. Matériels.

L'ensemble des parachutes des *SAPS* de la région aérienne doit être sollicité à cette occasion de manière à répondre au besoin tant quantitatif que qualitatif.

Autant que faire se peut, chaque stagiaire doit arriver équipé d'un parachute de sa *SAPS*.

Le regroupement, prévu dans l'ordre d'opérations, est suivi par l'officier directeur.

Ces parachutes doivent être accompagnés de leur documentation et être à jour de vérifications périodiques et de pliage des réserves (plombage).

Ils seront complétés, selon le besoin, par les parachutes « école » du centre civil, pour les élèves en progression en dessous du certificat militaire de parachutisme sportif 2e degré (brevet B) et éventuellement les sauts de reprise. Ces parachutes devront être conformes à la réglementation *FFP* en parfait état et équipés d'un ouvreuse de sécurité.

2.2.2.4. Début du stage.

Après l'arrivée des stagiaires, en tenue réglementaire, le stage débute impérativement par :

- la vérification des pièces administratives individuelles (ordre de mission pour service aérien, carnet individuel de sauts, carte de parachutiste sportif militaire, licence fédérale, certificat médical...) ;
- le contrôle de la documentation et de l'état du matériel de saut (parachutes, ouvreurs de sécurité, altimètres, coupe suspentes...) ;
- un briefing concernant le déroulement du stage ;
- une séance d'instruction théorique et pratique relative aux consignes de sécurité (salle de cours + agrès spécifiques) ;
- des sauts de reprise, avec un parachute équipé d'un ouvreur de sécurité actif, obligatoire pour tous les parachutistes n'ayant pas eu une activité régulière (à apprécier par l'officier directeur du stage) ou ayant eu une interruption d'activité de plus de deux mois.

2.2.2.5. Séance de sauts.

Chaque séance quotidienne donne lieu à :

- une prévision des sauts arrêtée avec le directeur technique de la plate-forme ;
- une inscription détaillée de chaque saut sur le cahier d'ordres du stage (celui de la *SAPS* support) avec émargement du parachutiste avant le saut ;
- un compte rendu du saut effectué sur ledit cahier d'ordre par le parachutiste (ou l'instructeur) après le saut ;
- en cas d'incident, une fiche d'incident est établie par le directeur de stage.

Chaque stagiaire dispose :

- d'une fiche individuelle d'activité et de progression (modèle armée de l'air) où sont mentionnés les sauts effectués, les résultats obtenus, les éventuelles interdictions ;
- du temps nécessaire pour un debriefing et un pliage soigné ; dans tous les cas, le délai d'environ une heure entre le posé et le décollage suivant doit être respecté.

Tout en s'en tenant aux limites fixées par la réglementation, le nombre quotidien de sauts doit être adapté au niveau et à la forme physique des individus.

2.2.2.6. Fin de stage.

Les stagiaires repartent vers leur base d'origine en tenue réglementaire, munis de leur ordre de mission et d'un extrait du RJSAé authentifié par le directeur de stage.

Le directeur de stage établit le compte rendu et l'adresse dans la semaine suivant le stage à la région aérienne. Il doit :

- préciser la manière dont s'est déroulé le stage, les bilans qualitatif et quantitatif ;
- signaler les difficultés rencontrées ;
- commenter les éventuels incidents et porter un avis sur la sécurité ;
- présenter toute proposition pour améliorer le fonctionnement.

Le compte rendu comprend :

- l'ordre d'opérations et ses additifs ;
- la liste des participants, leur qualification et les brevets obtenus ;
- le contrôle des parachutes utilisés ;
- le récapitulatif des sauts réalisés ;
- les fiches d'incidents éventuels ;
- le bilan financier détaillé (deux états) ;
- la facture originale et authentifiée du centre école de parachutisme accompagnée d'un relevé d'identité postal ou relevé d'identité bancaire.

Ce compte rendu doit permettre à la région aérienne de lancer sans retard les procédures de paiement sur les crédits annuels alloués par l'EMAA.

2.3. Stages organisés par la fédération française de parachutisme.

Ces stages permettent d'obtenir les qualifications fédérales :

- instructeur ;
- moniteur de progression accélérée en chute (*PAC*) ;
- pilote tandem ;
- plieur voile de secours ;
- juge.

Le calendrier de ces stages est diffusé chaque année par la *FFP*.

La désignation ainsi que les conditions de participation à ces stages sont définies dans la circulaire n° 507/DEF/EMAA/B/EMP/IF/SPORTS (réf. 17).

2.4. Compétitions civiles.

Les compétitions civiles auxquelles participent des concurrents individuels et des équipes représentatives de l'armée de l'air désignés par l'EMAA ou par les commandants de région aérienne rentrent dans le cadre de la présente instruction et font l'objet d'ordres particuliers.

3. AACTIVITÉ AÉRIENNE AU COURS DE SÉANCES MILITAIRES.

3.1. Dispositions générales.

L'activité aérienne des parachutistes sportifs de l'armée de l'air s'effectue également à l'occasion de stages ou séances de sauts militaires.

Organisés dans un cadre strictement militaire, ces stages et séances ne donnent lieu qu'à des activités d'entraînement, de compétition ou de démonstration. Les parachutistes doivent être titulaires des *CMPS* 2e degré (compétition) ou 3e degré (démonstration) et leur activité doit correspondre au niveau technique et aux certificats militaires acquis.

Dans l'armée de l'air, ces stages ou séances sont organisés suivant le cas par l'*EMAA*, par les régions aériennes qui peuvent déléguer dans certaines conditions à une base aérienne, ainsi que par le *CFCA* dans le cadre de ses activités spécifiques.

Leur but est d'assurer :

- l'entraînement des parachutistes de l'armée de l'air quelle que soit leur unité d'affectation ;
- les compétitions militaires ;
- les démonstrations (meetings, journées portes ouvertes...).

Ces activités sont réalisées avec des moyens aériens et personnels militaires ; elles font l'objet d'ordres d'opérations particuliers établis par l'autorité responsable.

3.2. Organisation des stages et des séances de sauts.

3.2.1. *Ordre d'opérations.*

Etabli un mois avant le début du stage par le centre d'opérations de l'armée de l'air (*CO/AIR*) ou la région aérienne responsable du stage, l'ordre d'opérations se référant à la présente instruction est adressé à toutes les unités concernées ; il précise :

- Le lieu et les dates du stage.
- Le type d'avion largueur et le potentiel utilisable.
- Le nombre de rotations prévues quotidiennement et les altitudes de largage.
- Le travail aérien.
- Les directives techniques et administratives (regroupement et transport des matériels de saut, ordres de mission, régime administratif).
- Les organismes chargés du support.

Le personnel désigné pour l'encadrement :

- un officier directeur de stage et, si nécessaire, un adjoint ;
- deux sous-officiers compétents, adjoints techniques, chargés de l'administration, des ordres de sauts, du matériel, du suivi de l'activité et de la sécurité ;
- un sous-officier chargé du support général si nécessaire.

Cet encadrement n'a pas vocation à s'entraîner mais à veiller en permanence au bon déroulement du stage.

Il doit avoir une activité aérienne limitée et orientée vers la surveillance tant au sol qu'en vol.

Il peut être aidé, en tant que de besoin par tout stagiaire titulaire d'une qualification particulière (instructeur, initiateur, plieur réserve...).

La liste des stagiaires et les disciplines pratiquées.

Le nombre de sautants est fonction de la capacité de l'avion largueur et doit permettre une activité individuelle régulière et une surveillance permanente par l'encadrement.

3.2.2. Déroulement du stage.

3.2.2.1. Rôle de l'officier directeur du stage.

Il est responsable de l'organisation et du déroulement du stage et en particulier :

- suit, en liaison avec le CO/AIR ou la région aérienne, la préparation du stage ;
- s'assure du regroupement des matériels et en particulier des ensembles de sauts en liaison avec le CTR, les officiers directeur des SAPS et les responsables des équipes représentatives ;
- veille à la bonne organisation du support ;
- organise l'activité aérienne, arrête les prévisions de sauts sur un tableau d'ordres ;
- s'assure de la régularité des opérations techniques et administratives ;
- est présent en permanence sur les lieux, contrôle le bon déroulement de l'activité et l'adapte aux circonstances ;
- porte une attention toute particulière à la sécurité (respect des consignes, comportement et capacités techniques des stagiaires, condition physique...) ;
- est responsable de l'ordre, de la discipline et de la sécurité générale. Il sanctionne tout manquement ;
- rédige le compte rendu et l'adresse au CO/AIR ou à la région aérienne dans les cinq jours qui suivent la fin du stage.

3.2.2.2. Rôle des adjoints techniques.

Sous les ordres de l'officier directeur et selon leurs compétence et attributions, ils assurent :

- la tenue du tableau d'ordres, du cahier d'ordres, du registre-journal ainsi que les documents de suivi administratif et technique ;
- le contrôle des parachutes et des matériels de sécurité (documentation, validité de la visite périodique, secours...) ;
- la surveillance des pliages ;
- l'instruction des stagiaires en matière de réglementation et de sécurité ;
- la bonne marche du support général ;
- l'exécution des travaux divers nécessaires au bon déroulement des activités.

3.2.2.3. Matériels.

Selon les besoins tant quantitatifs que qualitatifs, l'ensemble du parc de l'armée de l'air peut être sollicité.

Autant que faire se peut, chaque stagiaire doit arriver équipé avec un parachute de sa SAPS.

Le regroupement, prévu dans l'ordre d'opération, est suivi par l'officier directeur du stage.

Seuls les ensembles de sauts militaires sont utilisés. Exceptionnellement, ils peuvent être complétés, pour des besoins particuliers, par des matériels d'un centre civil conventionné. Cette utilisation doit faire l'objet d'une

directive particulière ou être prévue dans l'ordre d'opérations.

Tous les parachutes doivent être accompagnés de leur documentation et être à jour de vérifications périodiques et de pliage de réserve (plombage).

3.2.2.4. Début du stage.

Après l'arrivée des stagiaires, en tenue réglementaire, le stage débute impérativement par :

- la vérification des pièces administratives individuelles (ordre de mission pour service aérien, carnet individuel de sauts, carte de parachutiste sportif militaire, certificat médical...) ;
- le contrôle de la documentation et de l'état du matériel de saut (parachutes, ouvreurs de sécurité, altimètres...) ;
- un briefing concernant le déroulement du stage ;
- une séance d'instruction théorique et pratique relative aux consignes de sécurité (salle de cours + agrès spécifiques) ;
- des sauts de reprise, avec un parachute équipé d'un ouvreur de sécurité actif, obligatoire pour tous les parachutistes n'ayant pas eu une activité régulière (à apprécier par l'officier directeur du stage) ou ayant eu une interruption d'activité de plus de deux mois.

3.2.2.5. Séance de saut.

Chaque séance quotidienne donne lieu à :

- une prévision des sauts affichée sur un tableau d'ordres et réactualisée, si nécessaire, en fonction de la météorologie et d'événements divers ;
- une inscription détaillée de chaque saut sur le cahier d'ordres du stage (*a priori* celui de la SAPS support) avec émargement du parachutiste avant le saut ;
- un compte rendu du saut effectué sur ledit cahier d'ordre par le parachutiste après le saut ;
- en cas d'incident, une fiche d'incident sera établie par le directeur de stage.

Chaque stagiaire dispose :

- d'une fiche individuelle d'activité et de progression (modèle armée de l'air) où sont mentionnés les sauts effectués, les résultats obtenus, les éventuelles interdictions ;
- du temps nécessaire pour un debriefing et un pliage soigné ; dans tous les cas, le délai d'environ une heure entre le posé et le décollage suivant doit être respecté.

Tout en s'en tenant aux limites fixées par la réglementation, le nombre quotidien de sauts doit être adapté au niveau et à la forme physique des individus.

3.2.2.6. Fin de stage.

Les stagiaires repartent vers leur base d'origine en tenue réglementaire, munis de leur ordre de mission et d'un extrait du RJSAé authentifié par le directeur de stage. A cette fin, la totalité des sauts du stage est reportée sur le RJSAé de la SAPS de la base support.

Le directeur de stage établit le compte rendu et l'adresse dans la semaine suivant le stage à la région aérienne. Il doit :

- préciser la manière dont s'est déroulé le stage, les bilans qualitatif et quantitatif ;
- signaler les difficultés rencontrées ;
- commenter les éventuels incidents et porter un avis sur la sécurité ;
- présenter toute proposition pour améliorer le fonctionnement.

Le compte rendu comprend :

- l'ordre d'opérations et ses additifs ;
- la liste des participants, leur qualification et les brevets obtenus ;
- le contrôle des parachutes utilisés ;
- le récapitulatif des sauts réalisés ;
- les fiches d'incidents éventuels.

4. SÉCURITÉ DES VOLS.

La fonction sécurité des vols dans l'armée de l'air est définie dans l'instruction n° IV-18 (réf. 15).

Les règles de sécurité pour la pratique du parachutisme sportif dans l'armée de l'air sont précisées dans l'instruction n° IV-28 (réf. 8).

4.1. Activités maximales autorisées.

Les parachutistes des *SAPS* ne peuvent dépasser les activités quotidiennes suivantes :

Débutant.	CMPS 1er degré.	CMPS 2e, 3e degré.	Instructeurs.
3 sauts.	4 sauts.	6 sauts.	6 sauts.

Lors de compétitions, le nombre de sauts journaliers est fixé par le directeur de la compétition conformément à la réglementation de la fédération aéronautique internationale (*FAI*) en vigueur.

4.2. Autorisation de travail aérien.

Hauteur de saut et durée de la chute libre doivent correspondre à leur capacité reconnue (certificat militaire ou niveau de la progression en cours) et à leur équipement.

4.3. Vol relatif.

Les titulaires du CMPS 2e degré, vol relatif, sont autorisés à effectuer un travail relatif en chute libre.

Les parachutistes ne possédant pas cette qualification ne peuvent effectuer du vol relatif que sous la surveillance d'un initiateur ou instructeur qualifié.

4.4. Voile contact.

Les titulaires du CMPS 2e degré, voile contact, sont autorisés à effectuer un travail de voile contact.

Les parachutistes ne possédant pas cette qualification ne peuvent effectuer du voile contact que sous la surveillance d'un initiateur ou instructeur qualifié.

4.5. Procédures en cas d'incident ou d'accident.

Les procédures applicables en cas d'accident ou d'incident de parachutage sont définies par l'instruction n° IV-25 (réf. 12).

Les directeurs de *SAPS* transmettent les synthèses trimestrielles au *CTR* et à l'officier *SFACT*. Ce dernier les instruit, traite les problèmes posés qui sont de son ressort et les adresse à l'officier de sécurité des vols (*OSV*) de la région aérienne. Ce dernier, en liaison avec le *CTR*, les exploite à son niveau, envoie une synthèse à la division sécurité des vols de l'*EMAA* et au centre d'expérimentations aériennes militaires (*CEAM*) pour action, aux régions aériennes et aux sections de sa propre région aérienne pour information.

5. CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ AÉRIENNE.

5.1. Cahier d'ordres.

Chaque *SAPS* doit tenir un cahier d'ordres (modèle *PN* n° 7690-AA 8298/226) sur lequel sont mentionnés pour chaque séance dont elle assure le support :

- la date et la zone de saut ;
- la référence de l'ordre d'opérations ;
- le nom du responsable désigné de la séance.

Pour chaque largage :

- le type d'avion largueur et son immatriculation ;
- le nom du pilote ;
- les grade, nom et prénom des parachutistes ;
- le niveau ou le certificat acquis ;
- le type de parachute utilisé (sac harnais, voile principale, voile de secours) ;
- le type de travail prévu (acquisition d'un niveau, perfectionnement, entraînement à la compétition...) ;
- le détail de chaque phase du travail prévu en chute et sous voile.

Le responsable de séance prévoit l'activité et inscrit cette prévision sur le cahier d'ordres qui est émargé avant le saut par le parachutiste qui atteste ainsi avoir pris connaissance du travail aérien à exécuter.

Après chaque saut, le résultat et la critique du travail aérien sont mentionnés par l'instructeur ou le parachutiste (suivant le niveau) et signés par l'intéressé.

Le cahier d'ordres est arrêté en fin de stage par le directeur de stage.

Il est visé mensuellement par le directeur de la *SAPS*.

5.2. Registre-journal des services aériens (RJSAé).

Le *RJSAé* fait apparaître la totalité de l'activité aérienne effectuée au sein des stages supportés par la *SAPS* quelle que soit la base d'appartenance des parachutistes qui l'ont réalisée.

Les activités accomplies ailleurs par les membres de la *SAPS* ne doivent pas figurer sur le registre-journal de la section.

Il n'est tenu qu'un seul registre par *SAPS*. Il est côté et paraphé par le directeur de la *SAPS*.

Le directeur de la *SAPS* est habilité à établir et à signer des extraits certifiés conformes du registre-journal de la section.

Le *RJSAé* de la *SAPS* est vérifié et arrêté le dernier jour de chaque mois par le directeur de la *SAPS*.

Il est visé annuellement par le chef des moyens opérationnels et par le commandant de base.

5.3. Carnet individuel des services aériens.

Le carnet individuel des services aériens est une pièce militaire personnelle.

Il est arrêté par l'officier directeur de la *SAPS* qui authentifie les sauts :

- enregistrés sur le *RJSAé* de la section ;
- effectués, sur ordre, au sein d'autres sections ou organismes civils ou militaires sur présentation d'extraits authentifiés des registres-journaux.

5.4. Comptes rendus trimestriels et annuels d'activité.

Les comptes rendus trimestriels et annuels d'activité *SAPS* sont établis par le directeur de la *SAPS* puis instruits par le chef des moyens opérationnels de la base qui les transmet, après avis du commandant de base, à la division opérations de la région aérienne (en deux exemplaires : un pour l'officier *SFACT*, un pour l'*OSV* régional) et au *CTR* dans les huit premiers jours du trimestre suivant.

Le compte rendu régional annuel est établi par l'officier *SFACT* de la région aérienne qui le transmet, après avis du commandant de la région aérienne, à l'*EMAA* dans les vingt premiers jours de l'année suivante.

6. BREVETS ET CERTIFICATS.

6.1. Brevet militaire de sports aériens spécialité « parachutiste » (BMSA).

Le *BMSA* « parachutiste » est décerné aux membres des *SAPS* suivant les prescriptions de l'instruction n° 1449/DEF/EMAA/3/OPS/DPS (réf. 11).

Les propositions d'attribution établies sous forme de bordereau récapitulatif sont adressées au commandant de région aérienne qui délivre les brevets.

Le *BMSA* n'ouvre droit à aucune échelle indiciaire de solde particulière ni à un classement dans le personnel navigant ou dans les fusiliers commandos.

6.2. Brevets et licence civils de parachutisme sportif.

Les parachutistes des *SAPS* suivent la procédure *FFP* pour l'obtention des brevets et licence civils de parachutisme sportif au sein des centres écoles civils.

La licence fédérale et une assurance couvrant la responsabilité civile, sont obligatoires pour les activités au sein des centres écoles ainsi que pour la participation aux compétitions civiles.

6.3. Certificats militaires de parachutisme sportif (CMPS).

Les parachutistes des *SAPS* obtiennent les *CMPS* correspondant à leur niveau technique. Ces certificats sont établis par équivalence des brevets de la *FFP* ou du ministère de la jeunesse et des sports. Après contrôle en vol, ils sont délivrés par une autorité militaire et sont inscrits sur la carte de parachutisme sportif militaire.

Pour participer aux stages et séances militaires, le parachutisme doit détenir le *CMPS* 2e degré.

CMPS.	Correspondance FFP.
<i>CMPS</i> 1er degré.	Brevet fédéral — A.
<i>CMPS</i> 2e degré.	Brevet fédéral — B.
<i>CMPS</i> 2e degré voltige — précision.	Brevet fédéral — B 1.
<i>CMPS</i> 2e degré vol relatif.	Brevet fédéral — B 2.
<i>CMPS</i> 2e degré voile contact.	Brevet fédéral — B 3.
<i>CMPS</i> 3e degré.	Brevet fédéral — C.
<i>CMPS</i> instructeur adjoint.	Instructeur fédéral.
<i>CMPS</i> instructeur.	Brevet d'Etat d'éducateur sportif (<i>BEES</i>).
<i>CMPS</i> instructeur <i>PAC</i> .	Moniteur <i>PAC</i> .
<i>CMPS</i> pilote tandem.	Pilote tandem.
<i>CMPS</i> plieur voile de secours.	Plieur voile de secours.

Ces certificats militaires sont délivrés par l'officier directeur de la *SAPS* d'appartenance après acquisition des brevets de la *FFP* et confirmation, lors d'épreuves pratiques, par un testeur titulaire du *CMPS* instructeur (ou adjoint).

Cas particuliers :

- les *CMPS* plieur voile de secours, instructeur et instructeur *PAC* sont délivrés par l'*EMAA* à l'issue du stage de formation ;
- le *CMPS* pilote tandem est délivré par l'*EMAA* après un stage homologué civil ou militaire de formation.

CHAPITRE 3. MATÉRIEL. TECHNIQUE.

1. LE MATÉRIEL.

Le matériel de sauts (sac harnais, voiles principales et secours, ouvreurs de sécurité) doit être certifié et autorisé d'emploi par les services techniques de l'Etat.

Ce matériel, destiné à l'entraînement, ne nécessite pas une homologation militaire particulière.

En dehors de ce qui est adopté par le constructeur et autorisé par les services techniques, toute modification éventuelle doit faire l'objet :

- d'une demande d'avis et de certification adressée par l'*EMAA* à la délégation générale pour l'armement (*DGA*) ;
- d'un contrôle de la modification par les parachutistes d'essais du *CEAM* ;
- d'un ordre d'exécution émis par l'*EMAA*.

2. PLANS D'ÉQUIPEMENT.

Les plans d'équipements en matériels de saut sont définis pour chaque région aérienne et les équipes représentatives par l'*EMAA*.

Le matériel de sauts, nécessaire à la mise à niveau du parc, est réalisé directement par la direction centrale du matériel de l'armée de l'air (*DCMAA*) selon les directives de l'*EMAA*.

Ces matériels communs, de gestion *MDA*, non dotés, sont mis en place sur les bases au profit des *SAPS* et des équipes par la *DCMAA* puis par les directions techniques régionales (*DTR*).

Les sacs harnais seront mis en place avec un sac de transport, les voiles avec leur housse de stockage.

Le commandant de l'*ERT* de la base est détenteur dépositaire ; le directeur de la *SAPS* est détenteur usager.

3. DOCUMENTATION TECHNIQUE.

La gestion et la maintenance techniques de ces matériels sont précisées dans la circulaire technique n° 35/FF (réf. 19) et dans la notice technique NFF 029 (réf. 21).

Les manuels d'utilisation, de pliage et maintenance de chaque sous-ensemble sont fournis par le constructeur et approuvés par le *CEAM*.

4. MAINTENANCE TECHNIQUE.

4.1. Niveau technique d'intervention n° 1 (NTI 1).

4.1.1. *Contrôle.*

Le contrôle de l'état du matériel de sauts concerne tous les responsables :

- directeur et adjoints de la *SAPS* pour le matériel en compte à la *SAPS* ;
- responsable de séance de sauts avant chaque séance ;
- utilisateur avant et après chaque saut.

4.1.2. *Pliage.*

Le pliage de la voile principale est de la responsabilité du sautant dès lors qu'il est qualifié *CMPS* 2e degré.

Pour les débutants en phase d'instruction c'est une responsabilité du directeur technique du centre école.

Le pliage des voiles de secours est réalisé, sur directives du directeur de la *SAPS* ou du stage, par un parachutiste qualifié.

La qualification s'obtient à l'issue d'un stage spécifique organisé par le *CEAM* ou les régions aériennes ; l'*EMAA* délivre le certificat militaire correspondant.

Le pliage doit être conforme à la notice technique du constructeur et scellé par un plombage.

4.1.3. *Entretien.*

L'entretien NTI 1 est assuré au sein de la *SAPS*, sur directives de l'officier directeur, par le personnel qualifié « plieur voiles de secours ».

Cet entretien est réalisé selon la réglementation technique de l'armée de l'air ; il est précisé, pour chaque sous-ensemble, dans la documentation technique du constructeur.

Annuellement, après regroupement des besoins de chaque région, la *DCMAA* réalise, sur directive de l'*EMAA*, les éléments divers nécessaires à l'utilisation régulière des ensembles de saut.

Ces fournitures consommables sont mises en place par la *DCMAA* et les *DTR* dans les *SPAS* et équipes représentatives selon les besoins exprimés.

4.2. Niveau technique d'intervention n° 2 (NTI 2).

L'entretien NTI 2 et les vérifications périodiques s'effectuent au sein du NTI 2 auquel est abonnée la *SAPS*. La *DTR* désigne l'unité technique chargée de ce NTI 2.

Lors de ces visites périodiques annuelles, l'état des matériels de sauts est vérifié selon les principes de la réglementation technique en vigueur et à l'aide de la documentation du constructeur propre à chaque sous-ensemble.

Les matériels sont transmis dans leurs sacs et housses de transport ; après vérification ils sont restitués à la *SAPS* non pliés.

4.3. Niveau technique d'intervention n° 3 (NTI 3).

Les réparations des sous-ensembles sont réalisées auprès de l'industriel selon une procédure définie par la *DCMAA*.

5. EQUIPES REPRÉSENTATIVES.

Les équipes représentatives de l'armée de l'air, dans lesquelles évoluent des compétiteurs de haut niveau, sont dotées de matériels spécifiques et performants.

Ces matériels sont regroupés auprès des responsables des équipes de compétition et de l'équipe de présentation sur leur base d'affectation.

Ils sont gérés de la même façon que ceux des *SAPS*, le commandant de l'*ERT* de la base étant le détenteur dépositaire, le responsable de l'équipe détenteur usager. Les équipiers prennent réglementairement le matériel en compte auprès de ce dernier pour leurs activités aériennes.

La *DTR* précise l'unité technique chargée du NTI 2.

CHAPITRE 4. RÔLE DU CONSEILLER TECHNIQUE NATIONAL.

L'*EMAA* désigne un *CTN* parmi les officiers supérieurs ayant une compétence particulière en parachutisme.

Son rôle est :

- de conseiller l'*EMAA* pour toutes les questions relatives au parachutisme (réglementation, activités, sécurité). A ce titre, il assure la cohérence, la mise à jour et l'évolution de l'ensemble des textes qui réglementent la pratique du parachutisme ;
- de veiller, en relation avec les *RA* et le *CFCA*, à l'harmonisation des activités, des matériels et des méthodes ;
- d'entretenir les relations techniques avec les services spécialisés de l'armée de terre, de la marine et du commissariat aux sports militaires ;

- de suivre avec la *DGA* et le *CEAM* l'évolution, l'expérimentation et l'autorisation d'emploi des nouveaux matériels de saut et de sécurité ;
- de définir avec l'*EMAA* dans la programmation des différents championnats et manifestations parachutistes où l'armée de l'air est représentée ;
- de désigner et de préparer, en liaison avec l'*EMAA*, les équipes représentatives de l'armée de l'air, aux différents championnats et manifestations parachutistes ;
- de proposer à l'*EMAA* l'équipement en matériels techniques et commissariat ;
- de conseiller les régions aériennes et de diriger les *CTR* lorsque le besoin s'en fait sentir ;
- de veiller tout particulièrement à la sécurité. Dans ce domaine, il propose toute action préventive qu'il juge nécessaire et donne son avis à l'occasion de tout incident ou accident de parachutisme.

Pour mener à bien sa mission, il dispose :

- d'un adjoint chargé de la compétition ;
- d'un adjoint chargé du matériel ;
- d'un adjoint chargé de l'activité.

Il est membre de toutes les *SAPS* de l'armée de l'air.

CHAPITRE 5. RÔLE DU CONSEILLER TECHNIQUE RÉGIONAL.

Dans chaque région aérienne un conseiller technique de parachutisme est désigné parmi les officiers ayant une compétence particulière en parachutisme et ayant si possible assuré les fonctions de directeur de *SAPS*. Cette désignation se fait après avis du *CTN*.

Son rôle est :

- de conseiller le commandant de région aérienne pour toutes les questions relatives au parachutisme (réglementation, activité, sécurité...) ;
- de suivre l'activité des *SAPS* de la région et de veiller au respect de la réglementation ;
- d'effectuer en liaison avec l'officier délégué du *SFACT* l'évaluation et le contrôle technique des *SAPS* de la région ;
- d'informer l'officier délégué du bureau militaire du *SFACT* de l'évolution des techniques ;
- de proposer les modifications et évolutions souhaitables des textes qui réglementent la pratique du parachutisme sportif ;
- de donner son avis sur les sélections régionales appelées à participer aux différentes manifestations (championnats, meetings, journées portes ouvertes...) et de prévoir les entraînements correspondants ;
- d'organiser les stages régionaux de formation et d'entraînement à la compétition ; à ce titre, il veille au regroupement des ensembles de saut qui sont utilisés lors de chaque stage ;
- de participer à toutes les réunions concernant la pratique du parachutisme ;

- de répartir, dans les *SAPS*, en liaison avec le *DTR*, les matériels techniques mis en place par l'*EMAA* auprès de la région et d'en assurer le contrôle de la gestion, du suivi technique et de l'entretien.

Le *CTR* est secondé par un adjoint qui l'aide dans sa mission de surveillance de l'activité.

Le *CTR* est membre permanent des *SAPS* de la région aérienne où il exerce son action.

CHAPITRE 6. RÔLE DU BUREAU MILITAIRE DU SERVICE DE LA FORMATION AÉRONAUTIQUE ET DU CONTRÔLE TECHNIQUE.

Dans chaque région aérienne, l'officier délégué du bureau militaire du *SFACT*, « officier régional *SFACT* », contrôle le déroulement des activités parachutistes, en liaison étroite avec le *CTR* et l'*OSV* régional. Il a les responsabilités suivantes :

1. CRÉATION ET DISSOLUTION DES SECTIONS.

Il donne un avis technique sur la création et la dissolution des *SAPS*.

Après enquête sur le fonctionnement des centres écoles de parachutisme civils, il vise les conventions avant approbation par le commandant de région aérienne.

2. FONCTIONNEMENT DES SECTIONS.

Il suit le fonctionnement des sections, s'assure de l'application des règlements aéronautiques et tient à jour un fichier des responsables et des instructeurs.

A cet effet, il reçoit les comptes rendus adressés à la région et intervient en cas de retard venant entraver le contrôle. Lors des visites, il a accès à tous les documents militaires et civils de la section.

3. CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ.

En liaison étroite avec le *CTR* :

- il établit un projet de programme pour l'année (centres, lieux, dates...) qu'il propose à l'*EMAA* ;
- il précise avec les centres écoles les modalités techniques, la charte « qualité-sécurité » et les conditions financières ;
- après réponse de l'*EMAA*, il soumet le programme annuel à l'état-major de la région aérienne, et s'assure que tous les organismes concernés sont servis ;
- un mois avant le début de chaque stage, il présente au chef d'état-major de la région aérienne l'ordre d'opérations et s'assure de la diffusion auprès des bases concernées avec copie à l'*EMAA* ;
- il veille avec le directeur de stage à la préparation et au bon déroulement de chaque stage ;
- il facilite l'accès aux stages aux instructeurs, aux initiateurs et aux plieurs de parachutes de secours ;
- il suit le budget et fixe la répartition des sauts payés par l'armée de l'air ;
- il vise les comptes rendus de stages établis par les officiers directeurs et s'assure de leur transmission à l'*EMAA* dans les meilleurs délais.

4. CONTRÔLE DES SECTIONS.

A la demande du commandant de région aérienne, et en liaison avec le *CTR*, il effectue les visites de contrôle des *SAPS* et établit un rapport particulier à l'issue.

**CHAPITRE 7.
TEXTE ABROGÉ.**

La circulaire n° 3700/DEF/EMAA/3/OPS/DPS du 14 août 1992, relative à la pratique du parachutisme sportif militaire dans l'armée de l'air est abrogée.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

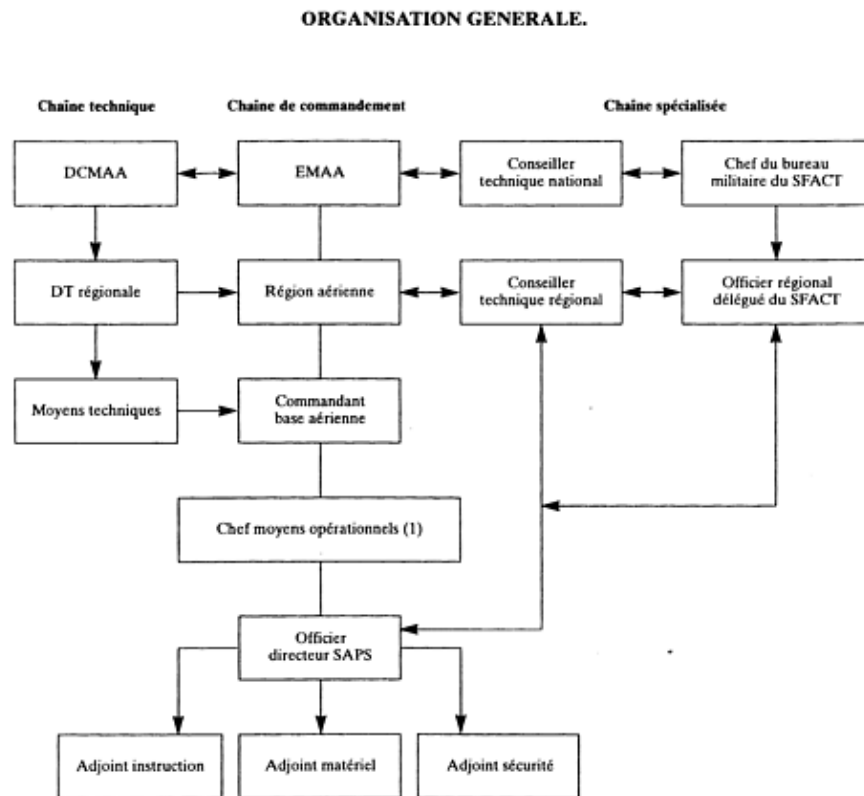
Le général, sous-chef d'état-major, opérations-logistique de l'armée de l'air,

Michel BRUGNON.

(1) Autre chef de moyens pour les bases ne possédant pas de moyens opérationnels.

ANNEXE I.

Figure 1. ORGANISATION GENERALE.



(1) Autre chef de moyens s'il n'y a pas de chef de moyens opérationnels.

ANNEXE II.

Figure 2. MODELE DE LA CARTE DE PARACHUTISTE SPORTIF MILITAIRE.

(Recto.)

PERIODES DE VALIDITE	Cachet et signature de l'autorité militaire					
	au					
	du					

Cette carte est délivrée gratuitement.

Ne sont autorisés à pratiquer le parachutisme sportif dans l'armée de l'air que les titulaires de la présente carte délivrée par le commandant de base aérienne d'affectation.

Cette carte les autorise à se faire porter sur les ordres de vol et de sauts des SAPS pour y effectuer des sauts.

AVIS IMPORTANT

La carte de parachutiste sportif est valable douze mois. Elle est renouvelable cinq fois pour une période de même durée sous réserve que son titulaire justifie de son aptitude physique pour la pratique du parachutisme sportif à l'aide d'un certificat délivré par un médecin militaire d'active.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**CARTE
DE
PARACHUTISTE
SPORTIF
DE
L'ARMEE DE L'AIR**

(Verso.)

N°

Grade :

Nom :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Signature du titulaire,

PHOTO

délivré à :

Le

Le directeur de la SAPS

Visa du commandant de base :

CERTIFICATS MILITAIRES DE PARACHUTISME SPORTIF.

Certificat.	Numéro et date.	L'instructeur responsable et numéro de qualification.	Caschet et signature de l'autorité militaire.
1 ^{er} degré.			
2 ^e degré.			
2 ^e degré PA/ VOLTIGE.			
2 ^e degré VOL RELATIF.			
2 ^e degré V CONTACT.			
3 ^e degré.			
Instructeur adjoint.			
Instructeur.			
Instructeur PAC.			
Pilote TAN-DEM.			
Pilote voile de secours.			
Juge.			
Autres qualifications.			

ANNEXE III.

Figure 3. MODELE DE CONVENTION ENTRE LA REGION AERIENNE ET LE CENTRE ECOLE DE PARACHUTISME.

MODELE DE CONVENTION ENTRE LA REGION AERIENNE ET LE CENTRE ECOLE DE PARACHUTISME.

Référence : Protocole d'accord n° 5107/DEF/EMAA/CO/AIR/ACTI/2 du 28 juin 1996 entre le ministère de la défense (EMAA) et la fédération française de parachutisme.

ARMEE DE L'AIR.

**Direction du commissariat de l'air
en région aérienne**

CONVENTION.

Entre :

L'autorité signataire de la présente convention agissant au nom et pour le compte de l'Etat
d'une part,

et

Le centre école de parachutisme de _____ agréé par la fédération française
de parachutisme et par le ministère de la jeunesse et des sports, représenté par M.
d'autre part,

Vu le protocole d'accord en date du 28 juin 1996 entre le ministère de la défense (EMAA) et
la fédération française de parachutisme, il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

Objet de la convention.

Aux termes de la présente convention, le centre école de parachutisme de _____ s'engage
à assurer sous forme de stage l'entraînement et la formation parachutiste des personnels de
l'armée de l'air, membres des sections « air » de parachutisme sportif.

La pratique du parachutisme militaire à vocation sportive dans l'armée de l'air est réglée par
l'instruction n° 3700/DEF/EMAA/B/EMP/IF du 12 septembre 1997 et ses textes d'application
auxquels les parties se conforment.

Article 2.

Organisation.

Le centre école de parachutisme est responsable de l'instruction au sol et en vol des membres
des sections « air » de parachutisme sportif (SAPS). Il met à leur disposition :

- ses instructeurs;
- son matériel aérien;
- son matériel de saut;
- ses installations de pliage;
- ses moyens d'instruction.

Article 3.

Responsabilité.

Le centre école de parachutisme de _____ prend à sa charge la responsabilité de tous les dommages causés :

— au ou par le personnel qu'il emploie, rémunéré ou non (instructeurs en vol et au sol, pilotes, chauffeurs, etc.) pour réaliser les activités parachutistes en vol et au sol des membres des SAPS. Ce personnel comprend éventuellement les militaires mis à la disposition de l'école pour réaliser ces activités;

- aux ou par les matériels qu'il met en œuvre pour réaliser ces mêmes activités;
- aux tiers, par les membres des SAPS dans le cadre de leur activité parachutiste.

Il lui appartient de prendre toutes les assurances à cet effet.

De son côté, l'Etat prend à sa charge la responsabilité des dommages causés aux membres des SAPS sous réserve que ceux-ci soient munis d'un ordre de mission et sous réserve de rechercher la réparation de ces dommages auprès de leurs auteurs en cas de faute de leur part.

Pour tout accident de parachutisme ou d'aviation mettant en cause, ou survenu à un membre d'une SAPS pratiquant à titre militaire sur une plate-forme civile, donnant lieu à la réunion d'une commission d'enquête civile, un officier de l'armée de l'air représentera cette dernière au sein de la commission.

Le président du centre école de parachutisme s'engage à :

— respecter intégralement la réglementation de la fédération française de parachutisme, celle-ci ayant accepté par protocole cité en référence d'assurer l'instruction et la formation du personnel militaire de l'armée de l'air à la pratique du parachutisme sportif, en particulier :

- les méthodes d'instruction;
- la qualification du personnel (instructeurs et pilotes) rémunéré ou servant à titre bénévole;
- respecter la charte « qualité-sécurité » annexée à la présente convention;
- n'utiliser que du matériel aérien homologué ou ayant fait l'objet d'une autorisation d'emploi par les services techniques étatiques et maintenu en bon état;
- ne faire effectuer les sauts que sur des zones homologuées pour la pratique du parachutisme.

Il accepte les visites des autorités compétentes de l'armée de l'air chargées de contrôler le fonctionnement des SAPS et le bon déroulement des activités.

Article 4.

Durée du contrat.

La présente convention valable pour un an prendra effet à compter de sa date de notification. Elle pourra être prorogée par tacite reconduction pour des périodes d'une année sans pouvoir excéder cinq ans.

Au cas où l'une des parties contractantes déciderait de ne pas renouveler la convention à son expiration, elle devrait en informer son cocontractant dans un délai de trois mois avant l'expiration du contrat.

Elle pourra aussi être dénoncée en cas de désaccord sur les changements tarifaires.

Article 5.

Montant de la convention et indemnisation du service rendu.

L'indemnisation du service rendu est représentée par une somme forfaitaire attribuée pour chaque saut, selon le barème suivant :

a) Sauts école.

Type et hauteur du saut.	Montant en francs.

b) Sauts confirmés.

Type et hauteur du saut.	Montant en francs.

Le coût de la licence fédérale et de l'éventuelle cotisation à l'association parachutiste ainsi que les frais inhérents à l'obtention des brevets fédéraux et des carnets de progression sont à la charge des membres des SAPS.

Toute modification tarifaire devra faire l'objet d'une demande préalable, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'administration contractante, avec un préavis de trois mois avant la date prévue pour l'application du nouveau tarif.

Article 6.

Modalités de paiement.

Les factures afférentes au paiement, établies en un original et trois copies seront adressées à la fin de chaque stage au général commandant la région aérienne (officier SFACT) qui certifiera l'exécution du service puis les transmettra à la direction du commissariat en région aérienne compétente qui fera procéder au paiement.

A _____, le _____
(Nom, prénom du président.)

A _____, le _____
Le directeur du commissariat en région aérienne,

Visa de l'officier SFACT de la région aérienne :

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »,

APPENDICE.

**MODÈLE CHARTE « QUALITÉ-SÉCURITÉ » ANNEXÉE À LA CONVENTION. À APPLIQUER PAR
LES RESPONSABLES DU CENTRE ÉCOLE RÉGIONAL DE PARACHUSTISME SPORTIF.**

1. Le président et le directeur technique du centre école prennent connaissance de la réglementation « air » (inst. 3700 /DEF/EMAA/B/EMP/SF du 12 septembre 1997 et ses textes d'application) et s'engagent à l'appliquer et à la faire respecter.

2. Tout militaire sautant dans le cadre de cette convention, est porteur d'un ordre de mission. Il doit appliquer les directives de la *FFP* et celles de l'armée de l'air. En particulier :

- respecter toutes les consignes de sécurité ;
- effectuer les sauts en tenue réglementaire : casque, lunettes de saut, altimètre, combinaison et chaussures adaptées au saut, coupe suspentes, coupe angle, altimètre sonore ;
- utiliser uniquement les ensembles de saut militaires ou ceux du centre école, autorisés d'emploi par les services techniques étatiques. Ces ensembles doivent être en parfait état et accompagnés de la documentation attestant leur suivi technique ;
- effectuer, pour chaque saut, un travail précis. Les seules activités autorisées sont : précision d'atterrissage, voltige, vol relatif, voile contact, école, positions inusuelles. Ces exercices doivent être exécutés aux hauteurs appropriées.

3. Lors des stages ou séances programmées par l'autorité militaire, le centre école met à disposition des stagiaires et de leur encadrement l'ensemble de ses moyens en personnel et en matériels.

Une attention toute particulière est portée sur la formation de début qui doit s'effectuer en respectant strictement la méthode *FFP* et en utilisant au mieux les outils didactiques disponibles.

4. Pour suivre ces activités, le centre école détient des fiches de sauts particulières fournies par l'armée de l'air.

Au début de chaque stage ou séance de saut, le parachutiste ouvre cette fiche en y inscrivant la référence de son ordre de mission.

5. Le directeur technique est plus particulièrement responsable :

- de déterminer le travail à effectuer pour chaque saut en fonction de la qualification du sautant. Il renseigne la fiche de saut spécifique « air » en conséquence ;
- de contrôler et délivrer les différentes qualifications selon les normes de la *FFP*.

Ces qualifications sont mentionnées et certifiées sur les fiches de sauts et sur les livrets individuels de sauts.

6. Le directeur technique est habilité, en cas d'erreur ou de non-respect des consignes mettant en cause la sécurité, à suspendre de saut, temporairement ou définitivement, tout stagiaire militaire.

Cette sanction est mentionnée sur la fiche de sauts et sur le carnet de sauts de l'intéressé.

Compte rendu est fait au directeur de stage concerné.

ANNEXE IV.
RÉFÉRENCES.

1.

Décret 77-1448 du 27 décembre 1977 (BOC, 1978, p. 154) modifié relatif aux fonds de prévoyance de l'aéronautique.

2.

Arrêté du 18 mars 1980 [JO (NC) du 1er avril 1980, p. 3211] relatif aux parachutes utilisés pour la pratique du parachutisme sportif.

3.

Instruction n° 6622/EMA/COIA/BTMAS du 10 décembre 1964 (BOC, p. 2743 ; abrogée par l'instruction n° 66221/DEF/EMA/CO/A/BTMA du 31 mai 1997 BOC, p. 2743 modifiée (édition 1997) relative aux transports exécutés au profit du département des armées par les moyens de transport aérien militaire.

4.

Instruction 120 /EMA/LOG/BTMAS du 12 janvier 1966 (BOC, 1974, p. 1727) modifiée (édition 1974) relative aux transports aériens effectués par moyens militaires sur demande d'administrations publiques, étrangères au département des armées.

5.

Instruction n° 6000/A/DCCA/1/2 du 7 novembre 1968 (mention au BOC/A, 1969, p. 349) modifiée relative à la rémunération des personnels militaires de l'armée de l'air.

6.

Instruction 32301 /DEF/C/22 du 01 octobre 1974 (BOC, p. 2559) relative à la situation des militaires pratiquant une activité sportive.

7.

Instruction n° 4000/DEF/DPMAA/4/INST du 8 juillet 1987 (BOC, p. 3623) abrogée par l'instruction 4 000 /DEF/DPMAA/BRF/REGL du 12 juin 1998 (BOC, p. 3263) modifiée relative aux normes médicales d'aptitude applicables aux personnels militaires de l'armée de l'air.

8.

Instruction n° IV-28 du 1er janvier 1999 (n.i. BO) relative à la pratique du parachutisme sportif dans l'armée de l'air.

9.

Instruction générale 2000 /DEF/EMAA/4/EM du 20 juin 1988 (BOC, p. 3628) modifiée relative à la logistique des matériels techniques de l'armée de l'air.

10.

Instruction 2000 /DEF/EMA/EMP/BTMAS du 09 juillet 1988 (BOC, p. 4361) modifiée relative aux conditions de la circulation automobile militaire, sa surveillance et son contrôle.

11.

Instruction n° 1449/DEF/EMAA/3/OPS/DPS du 23 avril 1992 (n.i. BO) relative à l'attribution d'un brevet militaire de sports aériens aux militaires de l'armée de l'air.

12.

Instruction n° IV-25 du 14 avril 1995 (n.i. BO) relative à la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident d'aéronef.

13.

Instruction n° 31512-22/DEF/DCCA/OP/1 du 6 novembre 1995 (BOC, p. 5465) portant définition et modalités de mise en œuvre de l'audit pour la surveillance de l'administration et la vérification des comptes des formations administratives de l'armée de l'air.

14.

Instruction 1150 /DEF/EMAA/BORH/LA/LEG du 07 novembre 1995 (BOC, p. 5713) relative aux bonifications pour services aériens commandés prévues par le code des pensions civils et militaires de retraite.

15.

Instruction IV-18 du 23 août 1996 (mention au BOC, p. 4537) relative à la fonction sécurité des vols dans l'armée de l'air (édition 1996) approuvée par la circulaire n° 2425/DEF/EMAA/EMPLOI/SV.

16.

Circulaire 19 /DEF/EMAA/4/MAT/EM du 05 janvier 1990 (BOC, p. 593) relative à la surveillance technique sur les bases aériennes.

17.

Circulaire 507 /DEF/EMAA/B/EMP/IF/SPORTS du 07 janvier 1997 (BOC, p. 698) relative au stage d'éducateur sportif.

18.

Circulaire technique n° 49/FF du 25 avril 1991 (n.i. BO) relative au plombage des parachutes de secours.

19.

Circulaire technique n° 35/FF du 3 novembre 1993 (n.i. BO) relative au ravitaillement, à la maintenance, à la documentation de contrôle et à la compatibilité des parachutes du personnel.

20.

Note n° 1534/DEF/EMAA/CAB/3 du 7 juin 1989 (n.i. BO) relative à la pratique du parachutisme par les élèves de l'école des pupilles de l'air.

21.

Notice technique n° NFF 029 16319/EAA/602/CDTAA du 2 juin 1993 (n.i. BO) relative à l'entretien et à la réparation des parachutes.

22.

Protocole d'accord n° 5107/DEF/EMAA/CO/AIR/ACTI/2 du 28 juin 1996 (n.i. BO) entre l'état-major de l'armée de l'air et la fédération française de parachutisme.